

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.188/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.188/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de fonctionnement des commissions de nomination pour le notariat", a donné le 14 février 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 januari 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de nadere regels voor de werking van de benoemingscommissies voor het notariaat", heeft op 14 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Observation générale

L'objet du projet d'arrêté royal est beaucoup plus vaste que ne l'indique son intitulé : il ne se limite pas à régler le fonctionnement des commissions de nomination pour le notariat, mais il concerne aussi :

- 1° la nomination des membres des commissions (chapitre II);
- 2° la nomination des membres externes des commissions d'évaluation (chapitre III);
- 3° le concours (chapitre IV).

L'intention de l'auteur du projet a été de grouper, dans un seul texte, toutes les dispositions qui concernent les commissions de nomination pour le notariat. Or, celles-ci jouent un rôle dans la désignation du membre externe de chaque commission d'évaluation (article 37, § 2, alinéa 1er, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (1)) et dans l'organisation du concours (article 39).

Cependant, ce n'est pas parce que les commissions de nomination présentent au ministre de la Justice des candidats aux mandats de membre externe des commissions d'évaluation que les dispositions relatives à ces man-

(1) Le troisième tiret de cet alinéa dispose que, parmi les membres des commissions d'évaluation, figure un membre externe désigné par le ministre de la Justice pour sa compétence, sur présentation de la commission de nomination compétente.

dates (vacances, candidatures, publication des désignations) doivent être insérées dans un projet dont l'objet serait limité au fonctionnement des commissions de nomination. De telles dispositions ne peuvent être dissociées des autres dispositions relatives aux commissions d'évaluation.

De même, l'organisation du concours est une question importante qui ne peut se réduire au fonctionnement des commissions de nomination.

Il convient, dès lors, d'intégrer dans le projet d'arrêté l'ensemble des dispositions relatives aux commissions de nomination, au concours et aux commissions d'évaluation, qui devraient encore être prises, et notamment d'y prévoir le montant de l'indemnité allouée aux membres des commissions d'évaluation, conformément à l'habilitation donnée au Roi par l'article 37, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi du 25 ventôse an XI précitée.

Par ailleurs, l'intitulé du projet sera adapté à son objet réel.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

Constituent également le fondement légal de l'arrêté en projet et doivent être, en conséquence, visés au préambule, les articles suivants de la loi du 25 ventôse

.../...

an XI contenant organisation du notariat : l'article 35, § 2, remplacé par la loi du 4 mai 1999; l'article 37, § 2, l'article 38, § 4, et l'article 39, §§ 2 et 3, rétablis par la loi du 4 mai 1999.

Article 4

1. L'alinéa 2 dispose :

"En cas de vacance intérimaire, la publication a lieu dans le mois de la démission, du décès ou du constat de la fin de mandat du membre effectif ou suppléant.".

L'expression "vacance intérimaire" n'a pas de sens. Il convient de viser l'hypothèse où un mandat devient vacant avant son terme.

Par ailleurs, tel qu'il est rédigé, l'alinéa 2 peut laisser penser que l'on pourrait procéder à la publication de la vacance d'un mandat de membre effectif. Or, le mandat devenu vacant d'un membre effectif est assuré de plein droit par son suppléant. Cette règle est énoncée expressément à l'article 38, § 7, alinéa 3, de la loi du 25 ventôse an XI précitée dans l'hypothèse où un membre effectif est déchargé de son mandat. Il n'y a cependant pas de raison que le principe du remplacement d'un membre effectif par son suppléant n'ait pas une portée générale et ne s'applique pas également en cas de décès d'un membre effectif ou lorsqu'un mandat de membre effectif expire de plein droit conformément à l'article 38, § 6, alinéa 2, de la loi du 25 ventôse an XI précitée.

.../...

Le projet sera adapté afin de lever cette équivoque.

2. A l'alinéa 3, afin d'être complet, il y a lieu de prévoir que la publication mentionne également le nombre de places vacantes et les conditions de nomination.

Article 5

Aux 1° et 2°, il convient de mentionner "les personnes visées à l'article ... et leurs suppléants".

Article 6

Le 4° dispose que la candidature doit être accompagnée d'"un curriculum vitae contenant des informations utiles pour l'exercice du mandat sollicité et les pièces justificatives utiles". Ce qui importe surtout, c'est que le curriculum vitae contienne les informations permettant de vérifier l'existence des conditions prévues par l'article 38, § 4, de la loi du 25 ventôse an XI précitée.

Le 4° doit être complété en conséquence.

Article 7

1. L'alinéa 1er dispose que la publication au Moniteur belge de la composition des commissions de nomina-

.../...

tion "fait mention de la date à laquelle l'installation des commissions de nomination est considérée comme ayant eu lieu".

L'alinéa 2 dispose que :

"Les membres sortants continuent à siéger jusqu'à l'expiration de leur mandat et, dans tous les cas, jusqu'à la publication visée à l'alinéa précédent.".

En son alinéa 1er, deuxième phrase, cet article dispose non pas que la publication de la composition des commissions de nomination vaut installation (1), mais que cette publication fait mention de la date à laquelle l'installation des commissions de nomination est considérée comme ayant eu lieu. Selon le fonctionnaire délégué, cette modification vise à tenir compte du fait que les commissions de nomination sont déjà en place, la première réunion ayant eu lieu le 8 septembre 2000.

Plutôt que de rédiger une disposition du projet de manière particulière pour tenir compte d'une situation qui n'est pas de nature à se renouveler, mieux vaut prévoir une disposition transitoire qui réglera la situation des commissions de nomination dont les membres ont été installés en l'an 2000.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'alinéa 2, il va de soi que les membres des commissions de nomination continuent à siéger jusqu'à l'expiration de leur mandat.

(1) Comme cela était prévu dans une version précédente du projet soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et ensuite retirée.

2. L'alinéa 3 doit constituer un article distinct. Les mots "entre-temps" et "la réunion" manquent de précision.

Chapitre III

Ce chapitre a une portée plus large que la seule présentation par la commission de nomination des membres externes des commissions d'évaluation. Il concerne également la candidature à ces mandats et la publication des désignations. L'intitulé du chapitre sera, dès lors, adapté.

Article 10

Il convient de compléter la loi ou, à tout le moins, l'arrêté de ce qu'il advient dans les circonstances précisées par l'article 10, alinéa 2, plus précisément de la suite à réserver aux présentations faites par la commission de nomination.

Article 14

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"La réponse à une question de l'épreuve écrite est corrigée par deux membres de la Commission au moins. Les mêmes membres doivent corriger la réponse à la même question."

.../...

Article 16

Cette disposition paraphrase l'article 39, § 5, alinéa 4, de la loi. Elle est donc inutile et doit être supprimée.

Observation de légistique

Chapitre IV

L'auteur du projet utilise tantôt l'expression "chaque commission de nomination", tantôt l'expression "la commission de nomination". Il convient d'uniformiser la terminologie.

Observation finale

L'article 38, § 11, dispose que les jetons de présence des membres des commissions de nomination sont déterminés par le Roi. Le projet reste en défaut de satisfaire à cette habilitation. Selon le fonctionnaire délégué, l'habilitation donnée au Roi de déterminer le montant des jetons de présence sera prochainement abrogée (1).

(1) Cette abrogation se fera par le dépôt d'un amendement à la proposition de loi "modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, aux médiateurs fédéraux et aux commissions de nomination pour le notariat" déposée par M. Pierre Lano (Doc. parl., Ch. repr., 29 novembre 2000, n° 0986/00/1).

Algemene opmerking

Het onderwerp van het ontwerp van koninklijk besluit is veel ruimer dan in het opschrift wordt aangegeven. Het ontwerp bevat niet alleen nadere regels voor de werkwijze van de benoemingscommissies voor het notariaat, maar ook voor :

- 1° de benoeming van de leden van de commissies (hoofdstuk II);
- 2° de benoeming van de externe leden van de evaluatiecommissies (hoofdstuk III);
- 3° het vergelijkend examen (hoofdstuk IV).

De bedoeling van de steller van het ontwerp was om alle bepalingen betreffende de benoemingscommissies voor het notariaat in één tekst op te nemen. Die commissies spelen evenwel een rol bij de aanwijzing van het externe lid van elke evaluatiecommissie (artikel 37, § 2, eerste lid, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt (1) en bij de organisatie van het vergelijkend examen (artikel 39).

(1) In het derde streepje van dat lid staat dat één van de leden van de evaluatiecommissies een extern lid is dat vanwege zijn deskundigheid wordt aangewezen door de Minister van Justitie, op de voordracht van de bevoegde benoemingscommissie.

Het is echter niet omdat de benoemingscommissies aan de Minister van Justitie kandidaten voordragen voor de mandaten van extern lid van de evaluatiecommissies dat de bepalingen betreffende die mandaten (vacatures, kandidaturen, bekendmaking van de aanwijzingen) moeten worden opgenomen in een ontwerp dat alleen betrekking zou hebben op de werkwijze van de benoemingscommissies. Zulke bepalingen kunnen niet los worden gezien van de overige bepalingen over de evaluatiecommissies.

Bovendien is de organisatie van het vergelijkend examen een belangrijke aangelegenheid die verder reikt dan de loutere werkwijze van de benoemingscommissies.

In het ontwerpbesluit moeten dus alle bepalingen betreffende de benoemingscommissies, het vergelijkend examen en de evaluatiecommissies worden opgenomen die nog moeten worden uitgevaardigd. In het bijzonder moet in het ontwerp worden bepaald welk bedrag de leden van de evaluatiecommissies als vergoeding krijgen, overeenkomstig de bevoegdheid die aan de Koning wordt opgedragen bij artikel 37, § 2, tweede lid, tweede zin, van de voornoemde wet van 25 ventôse jaar XI.

Bovendien moet het opschrift van het ontwerp in overeenstemming worden gebracht met het werkelijke onderwerp ervan.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

De volgende artikelen van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt leveren eveneens een rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en moeten dus ook in de aanhef worden vermeld: artikel 35, § 2, vervangen bij de wet van 4 mei 1999; artikel 37, § 2, artikel 38, § 4, en artikel 39, §§ 2 en 3, hersteld bij de wet van 4 mei 1999.

Artikel 4

1. Het tweede lid bepaalt :

"Ingeval van een tussentijdse vacature, geschiedt de bekendmaking binnen de maand na het ontslag, het overlijden of de vaststelling van de beëindiging van het mandaat van het werkend of plaatsvervangend lid."

De woorden "tussentijdse vacature" hebben geen zin. Er moet worden verwezen naar het geval dat een mandaat voortijdig openvalt.

Bovendien kan het tweede lid, zoals het nu is gesteld, de indruk wekken dat een vacant mandaat van werkend lid kan worden bekendgemaakt. Als het mandaat van een werkend lid vacant wordt, wordt het echter van rechtswege uitgeoefend door zijn plaatsvervanger. Dat staat uitdrukkelijk in artikel 38, § 7, derde lid, van de voormelde wet van

.../...

25 ventôse jaar XI, in het geval dat een werkend lid van zijn mandaat wordt ontheven. Er is evenwel geen reden waarom het principe dat een werkend lid door zijn plaatsvervanger wordt vervangen, geen algemene strekking zou hebben en niet eveneens van toepassing zou zijn in het geval dat een werkend lid overlijdt of in het geval dat een mandaat van een werkend lid van rechtswege eindigt overeenkomstig artikel 38, § 6, tweede lid, van de genoemde wet van 25 ventôse jaar XI.

Het ontwerp moet worden aangepast. Daarbij moet die onduidelijkheid worden weggewerkt.

2. Volledigheidshalve moet in het derde lid worden bepaald dat ook het aantal vacatures en de benoembaarheidsvoorwaarden moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 5

In de onderdelen 1° en 2° moet worden geschreven :
"... de personen vermeld in ... en hun plaatsvervangers".

Artikel 6

Onderdeel 4° bepaalt dat "een curriculum vitae houdende voor de uitoefening van het geviseerde mandaat relevante informatie en de terzake nuttige stavingsstukken" bij de kandidatuur moet worden gevoegd. Het is vooral belangrijk dat het curriculum vitae de informatie bevat die

.../...

nodig is om te kunnen nagaan of voldaan is aan de voorwaarden gesteld in artikel 38, § 4, van de genoemde wet van 25 ventôse jaar XI.

Onderdeel 4° moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 7

1. Het eerste lid bepaalt dat in de bekendmaking van de samenstelling van de benoemingscommissies in het Belgisch Staatsblad "de datum (moet worden vermeld) waarop de benoemingscommissies geacht worden te zijn geïnstalleerd".

Het tweede lid bepaalt :

"De uittredende leden houden zitting tot het verstrijken van de mandaatstermijn en in ieder geval tot de bekendmaking bedoeld in het vorig lid".

In de tweede zin van het eerste lid van dat artikel staat niet dat de bekendmaking van de samenstelling van de benoemingscommissies gelijk staat met de installatie van die commissies (1), maar wel dat in die bekendmaking moet worden vermeld op welke datum de benoemingscommissies geacht worden te zijn geïnstalleerd. Volgens de gemachtigde ambtenaar is die wijziging bedoeld om rekening te houden met het feit dat

(1) Zoals was bepaald in een vorige versie van het ontwerp dat voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State was voorgelegd en nadien is ingetrokken.

de benoemingscommissies al geïnstalleerd zijn, aangezien de eerste vergadering op 8 september 2000 heeft plaatsgehad.

In plaats van in het ontwerp een bijzondere bepaling op te nemen om rekening te houden met een situatie die zich niet opnieuw kan voordoen, zou het beter zijn de situatie van de benoemingscommissies waarvan de leden in 2000 geïnstalleerd zijn, in een overgangsbepaling te regelen.

Wat het tweede lid betreft, ligt het bovendien voor de hand dat de leden van de benoemingscommissies zitting blijven hebben tot hun mandaat verstreken is.

2. Het derde lid moet een afzonderlijk artikel worden. De woorden "intussen" en "de vergadering" zijn te vaag.

Hoofdstuk III

Dit hoofdstuk heeft niet alleen betrekking op de voordracht van de externe leden van de evaluatiecommissies door de benoemingscommissie. Het heeft ook betrekking op de kandidatuur voor die mandaten en op de bekendmaking van de aangewezen kandidaten. Het opschrift van het hoofdstuk moet dus worden aangepast.

.../...

Artikel 10

In de wet of op zijn minst in het besluit moet worden verduidelijkt wat er in de omstandigheden genoemd in artikel 10, tweede lid, geschiedt. Inzonderheid moet worden gepreciseerd welk gevolg er moet worden gegeven aan de voordrachten die door de benoemingscommissie worden gedaan.

Artikel 14

Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Het antwoord op een vraag van het schriftelijke examengedeelte wordt door op zijn minst twee leden van de Commissie verbeterd. Dezelfde leden corrigeren het antwoord op dezelfde vraag.".

Artikel 16

Deze bepaling is een parafrase van artikel 39, § 5, vierde lid, van de wet. Ze is dus overbodig en moet vervallen.

Wetgevingstechnische opmerking

Hoofdstuk IV

De steller van het ontwerp heeft het nu eens over "elke benoemingscommissie", dan weer over "de benoemingscommissie".

.../...

De terminologie moet eenvormig worden gemaakt.

Slotopmerking

In artikel 38, § 11, van de voornoemde wet staat dat het presentiegeld van de leden van de benoemingscommissies door de Koning wordt bepaald. Die bevoegdheidsopdracht wordt niet in het ontwerp geregeld. Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de bevoegdheid die aan de Koning wordt opgedragen om het bedrag van het presentiegeld te bepalen, binnenkort worden opgeheven (1).

(1) Om die bevoegdheidsopdracht op te heffen, zal een amendement worden ingediend op het wetsvoorstel "tot wijziging van een aantal wetten betreffende de dotaties aan het Rekenhof, de vaste comités van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, de federale ombudsmannen en de benoemingscommissies voor het notariaat" dat is ingediend door de heer Pierre Lano (Gedr. St., Kamer, 29 november 2000, nr. 0986/00/1).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par Mme A.-F. BOLLY, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door Mevr. A.-F. BOLLY,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS